

Révélation sur la disparition tragique de Philippe de Dieuleveult

Le 6 août 1985, l'aventurier, animateur de « La chasse aux trésors » sur Antenne 2, disparaissait mystérieusement aux environs du barrage d'Inga, avec ses six coéquipiers de l'expédition « Africaraft ». Son neveu et filleul Alexis ne se résigne pas à la vérité officielle de la « mort accidentelle par noyade ». Méthodique, il sort des pièces à conviction, en mémoire de son oncle et parrain qui n'avait que 34 ans.

Vous reprenez le dossier de votre père Jean qui s'est battu toute sa vie pour faire émerger la vérité : pourquoi la thèse officielle ne vous convient-elle pas ? Depuis le premier jour, mon père n'a jamais cru à cette noyade. Trop d'éléments n'alliaient pas dans ce sens-là. J'en

Trente-cinq ans après le drame, le filleul de l'animateur rebobine le dossier. Avec une certitude démontrée dans son livre : ce ne fut pas une « noyade d'État ».

ai hérité à sa mort. Il avait un projet de livre. On a récupéré tous les documents liés à la disparition de Philippe, avec des preuves. Je démontre les mensonges et les manipulations de cette affaire.

Mensonge d'État ? Il aurait été selon vous assassiné, mais par qui ? Sur la base de quels éléments neufs ? Il a été assassiné sur ordre par les services zairois. L'ancien patron de la DGSE, l'amiral Pierre Lacoste, témoigne en ce sens. Il a envoyé des agents enquêter sur place,

qui ont abouti à la conclusion d'une bavure sur l'expédition « Africaraft ». Cette bavure dérangeait les gouvernements français et zairois. Nous sommes en 1985, en pleine affaire « Rainbow Warrior ». Sept morts ! Difficile de reconnaître cette bavure provoquée indirectement par la France. On va voir pourquoi. On dit aussi que Philippe aurait été arrêté, questionné, torturé, exécuté.

Philippe de Dieuleveult n'a jamais nié qu'il faisait aussi partie de la DGSE :



Jean de Dieuleveult, le frère de Philippe, avait mené l'enquête sur place. ISOPIX

aurait-il mené discrètement une mission en parallèle ? Il était capitaine de réserve au service action de la DGSE (les services secrets français, ndlr). Mon père a eu confirmation de source militaire qu'il n'était pas en mission dans ce cadre-là. Cette expédition – qui n'était pas un tournage télé – était un peu étrange. Au départ, elle est assez sportive et exigeante. Or, on ne retrouve pas parmi ses membres de gens qualifiés en rafting de haut niveau. Certains n'étaient pas prévus au départ et se sont joints au dernier moment, dont le Belge Guy Collette, considéré par les Zairois comme un agent infiltré. On pense à des barbouzes. Philippe avait « quelque chose à faire en marge », peut-être un reportage car il avait monté sa boîte de production. On a évoqué des rencontres avec des opposants de Mobutu. Sur ce point, on n'a pas de certitudes. Mais cette démarche dérangeait certaines personnes à l'Élysée. La France a souhaité entraver ce projet. Mais il n'était nullement question de tuer Philippe de Dieuleveult, plutôt le bloquer. Le président Mobutu ne cautionnait pas non plus. La France a envoyé un message au Zaïre, l'avertissant d'une expédition de mercenaires cubains sur le fleuve au barrage d'Inga. Les Zairois, recevant cet avis de la part d'un service ami, ont mis leurs troupes en alerte dans un contexte de tensions avec l'Angola et la présence de Laurent-Désiré Kabila dans les parages. On a répondu à cette menace pour intercepter l'expédition. Un tel message les mettait en danger. Le coup a dérapé. On ne s'attendait pas à des morts européens. Avec quasiment un meurtre sur les mains.

Gérard d'Aboville participe aussi au voyage : a-t-il tout fait, tout tenté, pour faire triompher la vérité ? Il a une très bonne image en France, de grand navigateur. Son rôle n'est pas très

clair. C'est un des organisateurs. Il a élaboré et construit les rafts. Après « l'accident », il s'est rendu sur les lieux. Mais il ne s'est jamais mouillé pour défendre la thèse de la bavure. Pas de vagues ! Les preuves de la noyade ne sont pas rassemblées. Gérard d'Aboville a opté pour le silence, comme beaucoup. Seule ma famille ne s'est pas soumise. Il ne fallait pas non plus entacher les relations diplomatiques franco-zairoises.

« ON A VOULU CLÔTURER CE DOSSIER TROP SENSIBLE »

Le scénario le plus probable, vous le racontez comment ? On a tiré des coups de feu depuis la berge. Les Zairois sont arrivés la veille en convoi. Y a-t-il eu ordre de tirer ou erreur de commandement dans la précipitation ? Impossible de les arrêter dans les rapides. L'expédition était attendue. On a opté pour la noyade collective. Puis on a mis en scène des recherches, en direction du grand public, à la hauteur de l'émotion générale. Mais les autorités savaient.

Dans les semaines qui suivent, on retrouve les corps dont celui, supposé, de Philippe, envoyé en France pour une contre-autopsie : que faut-il en penser ? Il y a eu manipulation de la diplomatie française. Le corps repêché « se rapproche le plus des caractéristiques morphologiques de Philippe », que l'ambassade de France identifie aussitôt comme son cadavre. On a voulu clôturer ce dossier trop sensible. Ça pouvait passer comme une lettre à la poste. Les autres familles ont tout accepté. Affaire conclue. Mais mon père Jean s'est rebellé, avec ses frères (une fratrie de huit garçons, dont deux sont encore vivants, ndlr). Sur les sept disparus, le seul retrouvé et admis par les proches est Guy Collette. Un test ADN sur Philippe n'a jamais été mené car, à l'époque, on ne le

faisait pas. Pour Collette, le rapport du chirurgien dentaire ne colle pas ! On a exhumé un corps, mais lequel ?

Un journaliste émet des doutes à l'époque : il s'agit de Philippe Rochot d'Antenne 2, mais il n'est pas suivi et, de guerre lasse, abandonne la partie : pourquoi ? Il est très vite allé sur place. Il a développé l'hypothèse de la bavure. Il m'a toujours dit ne pas avoir subi de pression mais il n'a pas été suivi, en effet. Il a relevé certaines incohérences.

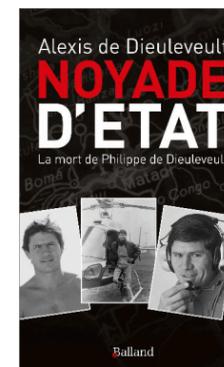
Vous le relevez vous-même : sur les sept familles, la seule à s'interroger est la vôtre. Pourquoi les six autres n'ont-elles pas réagi ? Il faut leur poser la question. Nous n'avons pas de contact. Elles acceptent le silence, le vide, face au mur de l'État. Je ne les critique pas. Nous défendons la mémoire de Philippe.

Son épouse Diane donne naissance à leur 3^e enfant huit jours après le drame. Elle vous soutient au départ puis prend ses distances et finit par se jeter sous un train. Chagrin ? Usure ? Désespoir ? J'ai beaucoup d'affection pour mes trois cousins. Je ne peux pas me mettre à la place de ma tante Diane. Elle perd son mari, c'est médiatisé. Elle voulait protéger ses enfants. Elle a fait le choix de ne pas s'entêter, au nom de l'avenir à sauvegarder. Je comprends. C'est très compliqué à vivre. Mais je pense personnellement qu'il faut en parler, sans blesser personne, sans polémique, sans douleur. Pour les générations futures.

Votre livre se termine par une lettre ouverte au Président de la République. Vous demandez la déclassification des archives du Quai d'Orsay, renvoyé aux responsabilités de la Miterrandie. De là peut surgir la vérité ? Je ne pense pas. Très peu connaissent la vérité. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères d'alors, a 98 ans aujourd'hui. L'État français n'est pas prêt à reconnaître une trahison. Une erreur peut-être. Si ce livre permet, 35 ans après les faits, de reconnaître la bavure, ce serait déjà un soulagement.

Propos recueillis par Bernard Meeus

Philippe de Dieuleveult, le charismatique animateur de « La chasse au trésor », s'est-il trouvé au mauvais endroit au mauvais moment ? Accident peu probable ou bavure liée aux services secrets ? ISOPIX



« Noyade d'État », par Alexis de Dieuleveult, 248 p., éd. Balland, 19 € – Droits d'auteur reversés à l'association « Aviation sans frontières ».